



La diversification de l'économie algérienne : quelle stratégie pour ancrer un processus structurel durable ?

تنويع الاقتصاد الجزائري: أية استراتيجية لإرساء مسار هيكلية مستدام؟

Dr. Mustapha MEKIDECHE,

Expert en économie,

Résumé

En Algérie, la diversification de l'économie est un défi majeur pour assurer une croissance économique durable et réduire la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Du modèle économique basé sur "la rente", l'Algérie disposant d'atouts majeurs (ressources humaines et naturelles importantes), s'est orientée, dans le cadre du Plan d'action du Gouvernement, vers la mise en place d'un modèle économique diversifié fondé sur la production de la richesse et répondant aux exigences des mutations accélérées que connaît le monde. Bien que les défis existent, les opportunités sont nombreuses. Pour atteindre ses objectifs, l'Algérie a adopté une stratégie basée sur la diversification de l'économie nationale à court, moyen et long termes.

Mots clés: diversification de l'économie, Algérie, croissance économique, modèle économique, souveraineté.

ملخص

يمثل تنويع الاقتصاد في الجزائر تحدياً رئيسياً لضمان نمو اقتصادي مستدام، وتقليل الاعتماد على المحروقات. فمن نموذج اقتصادي قائم على "الريع"، انتقلت الجزائر بمقوماتها الكبرى (موارد بشرية وطبيعية هامة)، في إطار مخطط عمل الحكومة، نحو إرساء نموذج اقتصادي متنوع يقوم على إنتاج الثروة ويتمشى مع متطلبات التحولات المتسارعة التي يشهدها العالم. وعلى الرغم من وجود تحديات، إلا أن هناك أيضاً العديد من الفرص. ولتحقيق أهدافها، تبنت الجزائر استراتيجية تقوم على تنويع الاقتصاد الوطني على المدى القصير والمتوسط والطويل.

كلمات مفتاحية: تنويع الاقتصاد، الجزائر، نمو اقتصادي، نموذج اقتصادي، السيادة.

Introduction

Dès l'indépendance du pays en 1962, des stratégies ont été élaborées et mises en œuvre pour construire une économie post-coloniale moderne et résiliente. En s'appuyant sur les nationalisations et l'exécution des différents plans triennaux et quadriennaux (1963-1976), l'économie algérienne était entrée dans un cycle d'industrialisation accéléré mais inachevé. Ce processus avait en effet été stoppé dans la décennie 80. La fin de cette dernière et la décennie 90 ont été marquées par le double effet de la crise pétrolière de 1986 qui a conduit à la mise en œuvre d'un Programme d'Ajustement Structurel (1994-1998) conjugué aux effets de la décennie noire.

Le retournement favorable des cours pétroliers du début du millénaire a permis à l'économie algérienne de rebondir mais avec une croissance molle. A partir de 2020, des changements de paradigme du modèle algérien commençaient à apparaître produisant les premiers fruits de la diversification.

L'objet de cet article est de démontrer que l'économie algérienne est résolument engagée depuis 2020 dans un trend d'émergence par la diversification. Le tout est de s'assurer qu'il est de nature structurelle et non un effet provisoire de conjoncture. Aussi il sera identifié dans une première partie, les obstacles qui ont entravé dans le passé cette évolution. Dans une deuxième partie, à l'aune de ces enseignements et des évolutions prévisibles économiques, géopolitiques et technologiques, il sera examiné les facteurs et les leviers de nature à renforcer et rendre ce processus de diversification structurelle, durable et résilient.

1. Les leçons tirées des expériences précédentes de développement: entre acquis et blocages (1963- 2019)

L'Algérie s'est engagée, dès son indépendance dans un processus de développement, héritant d'une économie exsangue et déstructurée car appendice coloniale orientée essentiellement vers le transfert de ressources primaires à la puissance coloniale (produits miniers, produits agricoles, hydrocarbures etc.).

L'indépendance acquise en 1962 ne signifiait pas encore la souveraineté sur les ressources économiques nationales. Il fallait d'abord les récupérer pour construire les bases d'une économie nationale. C'est ce

qui a été fait avec les nationalisations des biens vacants agricoles (décrets de mars 1963), des mines (juin 1966), des hydrocarbures (24 février 1971) sans oublier la récupération d'actifs industriels et bancaires. C'est en partant de la base productive des nationalisations et des actifs récupérés qu'a été mise en œuvre la stratégie des industries industrialisantes. Basée sur l'investissement industriel, elle a été déclinée dans des plans triennaux et quadriennaux successifs durant la période 1963-1976 (Destanne de Bernis et Ghozali, 1969). Les bases théoriques de la démarche s'inscrivaient aussi dans la vision des économistes solidaires d'un "Tiers monde" en émergence, notamment le brésilien Celso Furtado et l'égyptien Samir Amin.

Il s'agissait d'abord de construire les bases d'une industrie lourde autocentrée orientée vers le marché intérieur, en s'appuyant sur un investissement public sachant que le secteur privé national était quasi inexistant. Les effets d'entraînement vertueux n'ont pu être obtenus car cette stratégie n'a été mise en œuvre que partiellement et de façon incomplète.

Cependant trois enseignements majeurs ont été tirés de cette période entre 1963 et 1976, caractérisée par un investissement industriel massif rendu possible par les ressources financières générées par les hydrocarbures et l'endettement international, qui aura par ailleurs, des répercussions ultérieures négatives que nous analyserons plus loin.

Le premier enseignement est que le modèle industriel mis en place était inadapté car il était autocentré et tourné seulement vers la satisfaction d'un marché intérieur étroit. Ce qui en a limité à la fois les effets industrialisants et empêché un retour sur investissement de nature à autofinancer et entretenir un cercle vertueux de croissance hors hydrocarbures. Ces investissements industriels auraient dû être ainsi orientés vers le marché mondial (*world scale*) et *in fine*, intégrer les chaînes de valeur internationales qui se mettaient déjà en place (Elsenhans, 1984).

Le deuxième enseignement est que, pour pouvoir produire durablement de la valeur ajoutée, les processus d'industrialisation devraient être poursuivis jusqu'à leur terme et non pas abandonnés en cours de route comme cela a été le cas pour la pétrochimie. Les usines amont ont été réalisées alors que les unités aval qui réalisaient la valeur ajoutée à partir des ateliers de production en aval n'ont pas été construites.

Le troisième enseignement est qu'il faut marcher sur ses deux pieds comme disent les Chinois, c'est-à-dire qu'il fallait soutenir aussi le secteur

agricole qui n'a pas bénéficié du même effort pendant cette période, souffrant d'un sous-investissement.

Mais les aspects positifs de cette période ont été l'émergence d'un capital humain industriel qualifié qui n'existait pas et d'infrastructures industrielles modernes même incomplètes. Cela a été, néanmoins, insuffisant pour obtenir le noircissement de la matrice des échanges industriels évoqué plus haut.

Les années 1980 et 1990 ont été deux décennies de non croissance économique du fait à la fois des crises financières (1986 et 1998) et des effets destructeurs du terrorisme (1990-1999). Par ailleurs, le recours au Programme d'Ajustement Structurel (1994-1998) a désarticulé le système productif inachevé (liquidation de plusieurs d'entreprises publiques et privées.

A l'inverse, les deux décennies 2000 et 2010 peuvent être qualifiées par une période de croissance molle en dépit d'une reprise significative des revenus issus des hydrocarbures et malgré l'ampleur et la durée du choc pétrolier de 2014. Même si le PIB *per capita* n'a progressé que de 500 dollars sur la période 2007-2018, l'économie algérienne a fait preuve de résilience (MEKIDECHE, 2019).

Cette résilience a bénéficié aussi de la mise en place d'un Fonds de Régulation des Recettes (FRR) qui captait une part des recettes d'hydrocarbures pour financer, le cas échéant, une part des déficits budgétaires résultant des transferts sociaux et l'investissement public.

Quatre (04) acquis ont été cependant enregistrés au cours de cette période :

- Une croissance positive et molle;
- Une résilience aux chocs externes de forte intensité et de longue durée résultant de la baisse brutale des cours pétroliers intervenue le deuxième semestre 2014;
- Le maintien d'un indice de développement humain (IDH) élevé. Ce dernier est passé de 0,577 en 1990 à 0,754 en 2017 et reste en 2018 à la tête des pays africains ;
- La sauvegarde de la cohésion sociale par une politique de transferts sociaux et de soutien des prix des produits de large consommation et de l'énergie.

2. Les nouveaux leviers de diversification économique : premiers résultats inédits et encourageants à consolider (2020-2023)

Au début de cette période, l'économie algérienne était fragilisée par les effets de la crise sanitaire mondiale de la Covid-19. L'un des effets directs de cette pandémie a été la récession de l'économie mondiale entraînant la chute durable et très brutale des cours des hydrocarbures. La conséquence a été la baisse du montant des recettes d'exportations d'hydrocarbures pour l'année 2020 qui n'ont été que de 17,7 milliards \$ alors que la Loi des finances pour la même année était élaborée sur la base de 35,2 milliards \$ (MEKIDECHE, 2019).

La balance des paiements a ainsi atteint en 2020 un niveau de déficit comparable à celle de la crise de 1986. Il était donc indispensable d'identifier d'abord et de traiter ensuite les causes profondes récurrentes de la persistance d'une croissance molle structurelle en dépit du volume des ressources financières générées par la rente et la volonté affichée de diversifier l'économie algérienne.

A l'issue de cette analyse, il apparaissait nécessaire d'opérer un changement de paradigme économique basé sur une stratégie à double détente : actionner de nouveaux leviers de la croissance hors hydrocarbures et procéder à la substitution aux importations là où c'est possible avec un premier objectif de réduction des importations à hauteur de 7 milliards \$. Mais afficher une stratégie gagnante est une chose, la mettre en œuvre avec succès en est une autre. C'est ce que nous ont enseigné les différentes expériences de mise en place d'un nouveau modèle économique diversifié.

La déconstruction de ce système était un préalable pour pouvoir mettre en place une économie diversifiée et compétitive. C'était pour ainsi dire la première matrice de réformes qui devait être engagée pour mettre le pays sur un trend vertueux de croissance. Elle a été résolument mise en œuvre dès 2020. Il reste encore à la compléter par le traitement différencié des filières informelles persistantes invisibles ou tolérées (marchés informels de changes, spéculation et gaspillage sur les produits subventionnés et fuites aux frontières).

Des premiers résultats d'une diversification en cours sont repérables dans, notamment, plusieurs secteurs hors hydrocarbures mais aussi dans le secteur de l'énergie :

Le secteur agricole rattrape son retard des décades précédentes et devient une locomotive de la croissance avec une part de PIB s'élevant à 18% et une couverture de 74% des besoins nationaux ;

Le secteur industriel avec seulement une contribution de 4,1% au PIB dispose, cependant, d'un potentiel de croissance avec l'émergence de filières dynamiques dans la pharmacie, l'agroalimentaire, les matériaux de construction et l'acier. Le développement en cours des industries aval pétrochimiques (LAB, polypropylène, MTBE, Ethylène à Arzew et Skikda) qui ouvriront la voie aux filières de transformation pour couvrir les besoins de la plasturgie en forte croissance tout en dégagant des quotités importantes à l'export ;

La redynamisation du secteur minier, après une longue période d'hibernation, avec les projets intégrés lancés de Gara Djebilet (fer), Oued Amizour (zinc, plomb) et Tébessa (phosphates) ;

Le développement en cours des énergies renouvelables dont l'objectif est de réaliser 22000 MW à l'horizon 2035 avec comme première étape 3000 MW déjà financée à hauteur de 3 milliards \$.

Cela a eu comme premiers résultats concrets : un niveau d'exportation hors hydrocarbures de 1,7 milliards \$ en 2019 à 5 milliards \$ en 2021, puis 7 milliards \$ en 2022 (El Moudjahid, 2023), des taux de croissance de 3,8% en 2022 et de 4,1% en 2023 et des réserves de changes de 85 milliards \$. Pour 2024, une prévision de 3,8% de taux de croissance, est attendue.

Le secteur des services tiré par les industries numériques, avec comme leviers les infrastructures de télécommunications et le développement inédit des *startups*, soutenues par des politiques publiques efficaces¹; le tourisme dont les infrastructures ont bénéficié également d'un accompagnement public spécifique efficace ;

Nous n'avons pas abordé l'amont du secteur des hydrocarbures qui soutient la croissance et les équilibres financiers car l'objet de l'article porte sur la diversification de l'économie algérienne. Cela sera traité de façon détaillée dans la troisième partie. Néanmoins, on peut affirmer à ce stade que ses performances sont significatives dans l'amont en termes d'élargissement de réserves, de production et d'exportations, couvrant une part importante de la demande gazière européenne.

1. Il y a, en 2023, 5000 *Start-up* dont 1100 qui ont obtenu le statut de Projet innovant. Le nombre d'incubateurs privés et publics est passé de 14 en 2020 à 60 en 2023 (source: Ministère de la Connaissance, des *Start-up* et des Micros Entreprises).

Au plan instrumental et institutionnel, la nouvelle Loi sur les hydrocarbures (la Loi n° 19-13 du 11 décembre 2019, régissant les activités d'hydrocarbures) et celle sur les investissements y compris les IDE (la Loi n° 22-18 du 24 juillet 2022) ont eu un effet d'entraînement sur les investissements tous secteurs confondus (hydrocarbures, mines, agroalimentaire, acier, ciment, etc.). Ainsi, par exemple en 2023, l'Algérie arrive en tête de liste des pays maghrébins bénéficiant des IDE.

Un dernier élément d'analyse en matière d'échanges commerciaux mérite d'être signalé pour cette période, car il caractérise le début du changement structurel en matière de diversification. Il s'agit d'une part de la baisse significative des importations qui ont chuté de 60 milliards en 2019 à 45 milliards en 2023 (APS, 2024) et d'autre part de la forte progression des exportations hors hydrocarbures qui sont passés de 1,8 milliards en 2019 à 7 milliards en 2022 (déclaration du Ministre du Commerce à FIA en juin 2024).

Au plan bancaire, il convient de relever l'ouverture boursière du capital de la banque publique Crédit Populaire Algérien (CPA), après plusieurs tentatives précédentes de privatisation partielle. La réforme bancaire devrait être poursuivie y compris par l'établissement de réseaux de banques privées algériennes, pour accompagner le développement territorial.

On peut donc constater, en résumé de cette deuxième partie, que le processus de diversification de l'économie est lancé avec des taux de croissance variables selon les secteurs. Il s'agira de consolider structurellement ce processus dans le temps long. Cela fera l'objet de la troisième partie.

3. Identification de quelques leviers de consolidation de la diversification (2024-2030)

Selon la Banque mondiale, l'Algérie est classée, depuis le 1^{er} juillet 2024, comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et non plus comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure avec 4960 \$ de revenu brut par habitant. Ce nouveau classement intervient après que le rapport du FMI positionne l'économie algérienne comme la troisième du Continent africain en 2024 après celle de l'Afrique du Sud et celle de l'Égypte (Banque mondiale, 2024). Si l'on se réfère aux développements précédents, la diversification de l'économie algérienne apparaît bien engagée ; il reste, néanmoins, un certain nombre de défis à relever pour la consolider structurellement dans le temps long et la mettre à l'abri des retournements des marchés des hydrocarbures.

En même temps il conviendra de réduire les facteurs émergents de vulnérabilité (taux d'inflation, déficit budgétaire et taux de chômage). Pour ce faire, une stratégie et une planification opérationnelle financière et physique à l'horizon 2030 sont déployées. Dans une étape intermédiaire, le PIB de l'Algérie devrait atteindre 400 milliards \$. Le volume d'exportations hors hydrocarbures sera plus que doublé pour atteindre 15 milliards \$. La contribution du secteur industriel passera de 5% à 12%. Enfin, l'essentiel de la sécurité alimentaire et hydrique du pays sera assuré². Nonobstant, les nouveaux projets en cours de maturation, la réalisation des performances citées plus haut est effectivement bien engagée par :

- La montée en production des investissements miniers, industriels, agro-industriels et touristiques déjà lancés, y compris les récents grands projets agricoles et agro-industriels algéro-qatari et algéro-italien dans le sud (lait, blé dur et produits transformés);
- La libéralisation et l'élargissement des exportations de biens (nouveaux produits, huile, sucre, pâtes et lait, médicaments, biens d'équipements tels que les turbines, acier, produits électroménagers, ciment et engrais) et le développement et l'exportation des services, notamment, touristiques et numériques;
- La projection internationale financière et bancaire pour accompagner les exportations (augmentation capital au sein de la Banque Africaine de Développement, prise de participation dans la nouvelle Banque de Développement des BRICS, élargissement du réseau bancaire en Afrique subsaharienne et en Europe);
- Les investissements amont et aval dans le secteur des hydrocarbures déjà engagés à hauteur de 50 milliards \$ sur la période 2024-2028 (allocution du PDG de la SONATRACH à l'occasion du 60^e anniversaire de création du groupe).

Ce dernier point nous permet de traiter et de clarifier le statut du secteur des hydrocarbures dans la stratégie de diversification à moyen et long terme. Le secteur des hydrocarbures a une double vocation : celle de couvrir les besoins nationaux des ménages et des secteurs économiques en progression fortes, du fait de la diversification, et d'exporter des quantités significatives de sorte à couvrir une partie importante des besoins en

2. Discours d'investiture du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, mardi 17 septembre 2024

devises du pays, notamment pour accompagner l'émergence des Energies Renouvelables (Enr). Les productions d'hydrocarbures conventionnels couvrent à un horizon acceptable à la fois les marchés domestiques et extérieurs.

S'agissant du recours aux hydrocarbures non conventionnels, il est probable que les anticipations ont été déjà faites par les institutions concernées car cela suppose une anticipation suffisante dans la préparation logistique en amont et la mise en œuvre du principe de précaution.

De façon plus précise, la temporalité dans l'exploitation des réserves d'hydrocarbures de schistes, qui placent l'Algérie au 3^e rang mondial avec 22.000 m³, sera déployée selon un agenda tenant compte de trois paramètres : le maintien à long terme de la sécurité énergétique du pays, la couverture des besoins financiers des moteurs de croissance hors hydrocarbures en émergence et l'acceptabilité sociale et politique pour minimiser les risques environnementaux et technologiques. Il s'inscrit dans des stratégies de long terme au-delà de l'horizon 2030 avec une production de 160 milliard de m³ à l'horizon 2060, (APS, 2024).

Ce recours aux hydrocarbures non conventionnels est en cours de maturation en coopération avec les groupes internationaux les plus qualifiés et les plus expérimentés en la matière. Cela passe par un programme de maîtrise des technologies y afférentes et par la construction de capacités d'exploration, de production et d'exploitation sécurisées tout en veillant à la protection de l'environnement. Cela peut se faire en co-investissement avec nos partenaires énergétiques qui ont prouvé leur efficience dans ce domaine. La mise en œuvre ordonnée et progressive de cette option tiendra compte de l'évolution de la demande mondiale, notamment asiatique et européenne, mais aussi de la problématique climat en mettant en œuvre le principe de précaution.

S'agissant des défis à relever pour ancrer structurellement la diversification dans le système économique, ils sont de plusieurs ordres. En effet, la croissance durable par la diversification pourrait être freinée par une contrainte de financement interne résultant de déséquilibres budgétaires récurrents et croissants. Dans ce cas, l'investissement

public pourrait s'avérer contraint. Aussi, une rationalisation budgétaire pluriannuelle est requise accompagnée par un recours plus large à l'épargne interne y compris informelle ainsi qu'aux IDE. Cela suppose également une réforme bancaire incluant la mise en place d'un réseau de banques privées algériennes.

Cette croissance par la diversification pourrait être contrariée aussi par les difficultés d'accès aux marchés internationaux. Une mise à jour de notre Accord d'association avec l'UE mis en vigueur en 2005 est requise compte tenu de deux facteurs nouveaux intervenus vingt ans après l'élargissement notable de la composition des pays de l'UE qui crée une pression non prévue initialement sur nos importations, la création de productions agricoles et industrielles compétitives éligibles à leur pénétration sur les marchés européens. L'assouplissement de cet Accord d'association est dans l'intérêt des deux parties.

Il faudra y ajouter la réévaluation envisagée de la taxe carbone qui pénaliserait nos exportations pétrochimiques et à contenu énergétique (acier, engrais, ciment, etc.). Cette dernière contrainte pourrait être desserrée par le recours à d'autres marchés en Asie et en Amérique (accords stratégiques bilatéraux) mais aussi en Afrique avec la mise en place de la zone africaine de libre échange dont l'Algérie est membre fondateur.

Conclusion

Les leçons tirées, en termes d'acquis et d'obstacles dans le temps long (1962-2019) au cours des diverses expériences de développement et de diversification de l'économie algérienne ont contribué à corriger structurellement notre modèle de croissance.

Les perspectives de croissance durable de l'économie nationale sont déjà portées par une stratégie soutenue de diversification qui a commencé à produire ses premiers effets en 2022. Cela n'exclut pas mais implique le développement du secteur des hydrocarbures pour soutenir à la fois le financement des nouveaux moteurs de la diversification, y compris le programme en cours des énergies renouvelables, tout en assurant la sécurité énergétique du pays. Les défis à relever, pour ce faire, sont à

portée de mains. Leur prise en charge renforcera l'émergence structurelle de l'économie nationale, partie prenante africaine de premier plan dans un ordre économique mondial en cours de mutation systémique.

Références

- APS, «Commerce extérieur : l'Algérie encadrer ses importations et non pas les geler», 10 mai 2024. In <https://www.aps.dz>
- APS, déclaration du PDG de la Sonatrach, Rachid HACHICHI en marge de la Conférence mondiale sur l'énergie Gastech 2024, Houston, USA.
- Banque mondiale, 2024. in : <https://www.banquemondiale.org>
- Destanne de Bernis G et Ghozali SA (1969) « Les industries industrialisantes et les options algériennes » in : Revue du Tiers Monde, 12, 47 (juillet-septembre) pp. 45-55.
- El Moudjahid, « Exportation hors hydrocarbures : une progression inédite », 08 juillet 2023. In : <https://www.elmoudjahid.com>
- Elsenhans H, « Le développement autocentré contradictoire ». In : Cahiers du CREAD, 3, juillet-septembre (1984), pp 04-47.
- Mustapha MEKIDECHE, Etude présentée à l'Ecole de Guerre, « Quel positionnement de l'Algérie dans l'architecture mondiale économique et géopolitique post Covid19, in : STRATEGIA, Revue des Etudes de Défense et de Prospective n°12, Institut Militaire de Documentation, d'Evaluation et de Prospective, 2^e semestre 2019.
- Mustapha MEKIDECHE, Etude réalisée pour l'INESG, « Pour un modèle économique alternatif en Algérie : ruptures, pré requis et fondements », Octobre 2019.